

TURENNE INVESTISSEMENT SCA
SOCIETE EN COMMANDITE PAR ACTION AU CAPITAL DE 12.235.495 EUROS
SIEGE SOCIAL : 29-31 RUE SAINT-AUGUSTIN 75002 PARIS
491 742 219 RCS PARIS

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES
ACTIONNAIRES DU 15 AVRIL 2008

Mesdames, Messieurs, Les actionnaires,

Nous vous rappelons qu'aux termes de l'article 226-9 du Code de Commerce, le Conseil de Surveillance assume le contrôle permanent de la gestion de la Société. Il dispose à cet effet de pouvoirs comparables à ceux des Commissaires aux Comptes et fait un rapport à l'Assemblée Générale Ordinaire dans lequel il se doit de signaler toute irrégularité ou inexactitude dans les comptes annuels.

Le rapport que nous vous présentons a pour objet de vous rendre compte de l'activité de votre Conseil de Surveillance durant l'exercice 2007, et de vous faire connaître son avis sur les comptes et la gestion de la Société ainsi que sur les résolutions qui vous sont soumises par le Gérance.

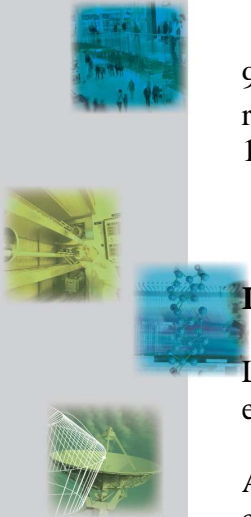
Au cours de l'exercice 2007, votre Conseil de Surveillance a tenu sept réunions. L'une d'entre elles était consacrée à la présentation par la Gérance des comptes et des résultats semestriels de la Société, et de l'évolution de son activité.

Par l'intermédiaire de son Comité d'Audit, votre Conseil procède également à des investigations plus précises sur le contrôle et le suivi des risques d'une part, et sur les principales évolutions stratégiques de la Société d'autre part. Ce Comité d'Audit s'est réuni trois fois au cours de l'exercice.

Les principales résolutions sur lesquelles vous allez voter nous ont été préalablement soumises ; elles se rapportent, à l'approbation des comptes sociaux, à l'affectation du résultat, à l'approbation des conventions visées à l'article L.226-10 du Code du commerce, et à diverses autorisations financières à donner à la Gérance en vue, notamment, (i) d'émettre, avec ou sans droit préférentiel de souscription, des actions ordinaires et toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la société à l'exception des obligations, (ii) d'augmenter le capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfiques ou primes et attributions d'actions gratuites, (iii) d'augmenter le montant des émissions décidées en cas de demandes excédentaires dans la limite de 15% de l'émission initiale, (iv) de procéder à l'augmentation de capital réservée aux salariés de la Société. Ces autorisations ne font que reprendre une partie de celles qui avaient été données en 2006 à la Gérance, et qui pour certaines sont aujourd'hui venues à expiration.

I. SITUATION DE LA SOCIETE

Turenne Investissement, Société en Commandite par Actions, régie par les articles 226-1 à 226-14 du Code de Commerce, a opté pour le régime fiscal des Sociétés de Capital Risque (SCR).



9,1 millions d'Euros ont été investis et engagés en 2007. L'ensemble des cessions représente des encaissements de 6,2 millions d'Euros et une plus-value nette de 1,7 millions d'Euros.

II. COMPTES DE L'EXERCICE

Le Conseil de Surveillance a pu exercer sa mission de contrôle conformément à la loi et examiner les documents mis à disposition par la Gérance dans le délai légal.

Après avoir pris connaissance des comptes sociaux et des documents comptables, avoir entendu l'avis des Commissaires aux Comptes et avoir posé les questions appropriées à la Gérance, le Conseil de Surveillance n'a pas d'observation particulière à formuler.

Il n'a relevé aucune inexactitude ou irrégularité dans les comptes présentés par la Gérance.

III. PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Compte tenu de la réduction de capital décidée par l'Assemblée générale le 14 décembre 2007 et constatée par la Gérance le 17 janvier 2008, la réserve légale est devenue excédentaire. Il est en conséquence proposé d'affecter l'excédent de la réserve légale s'élevant à 828 533 dans un compte Autres Réserves.

Le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2007 se traduit par un bénéfice de 1 355 592 Euros.

Compte tenu :

- D'un dividende statutaire aux Associés Commandités de € 156 730

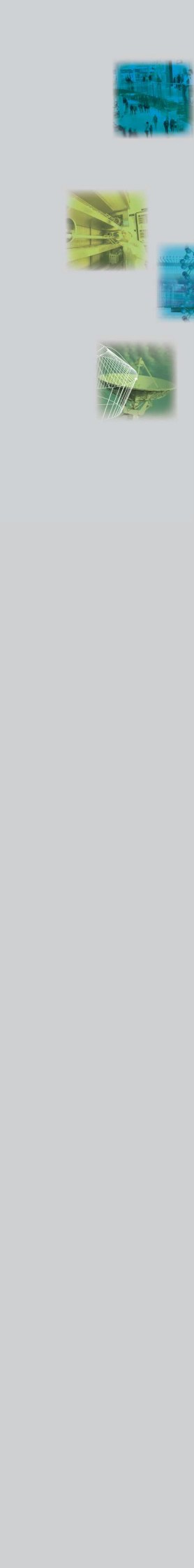
Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat net disponible, soit la somme de € 1 198 862 de la manière suivante :

- Prélèvement de la somme de € 293 652 à titre de dividendes aux Associés commanditaires soit un dividende de € 0,12 par action,
- Le solde, soit € 905 210 Etant affecté au poste report à nouveau du bilan.

Le dividende à répartir au titre de l'exercice est ainsi fixé à 0,12 euros par action.

Ce dividende est prélevé sur la plus-value réalisée à l'occasion de la cession d'une participation du portefeuille détenue depuis moins de deux ans.

Faisant application des dispositions des articles L.232-18 à L.232-20 du Code de commerce et de l'article 12.2 des statuts de la Société, l'Assemblée Générale décide



d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende qui va être mis en distribution par la présente résolution, une option entre le paiement de ce dividende en numéraire ou en actions.

Le prix d'émission des nouvelles actions, objet de la présente option sera égal au montant de l'actif net calculé d'après le bilan le plus récent divisé par le nombre de titres de la Société conformément à l'article L.232-19 du Code de commerce, sans pouvoir être inférieur à la valeur nominale des actions. Le Gérant aura la faculté d'arrondir au centième le prix ainsi déterminé.

Chaque actionnaire pourra opter pour l'un ou l'autre mode de paiement du dividende, mais cette option s'appliquera au montant total du dividende pour lequel l'option lui est offerte.

Les actionnaires qui souhaitent opter pour le paiement du dividende en actions, devront en faire la demande à leur intermédiaire financier à compter du 15 avril 2008 et jusqu'au 15 mai 2008 à 17h au plus tard. A l'expiration de ce délai, le dividende ne pourra plus être payé qu'en numéraire.

Pour les actionnaires qui opteront pour un versement en numéraire, le dividende sera payé à compter du 16 mai 2008, soit après l'expiration de la période d'option.

Si le montant des dividendes auquel il a le droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra souscrire le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces.

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions légales et statutaires et porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2008, début de l'exercice en cours.

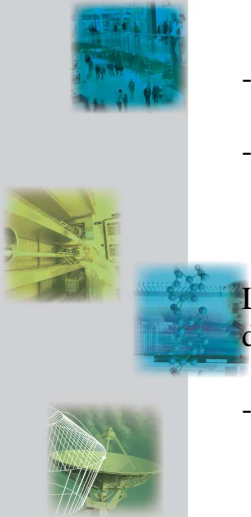
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la Gérance à l'effet de prendre conformément à l'article L.232-20 du Code de commerce, les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette distribution de dividendes en actions, et notamment de fixer le prix d'émission des actions émises dans les conditions prévues précédemment, de constater le nombre des actions émises et l'augmentation du capital réalisée, de modifier, en conséquence, les statuts de la Société, de prendre toutes dispositions pour assurer la bonne fin de l'opération et plus généralement, de faire tout ce qui serait utile et nécessaire.

S'agissant des actionnaires personnes physiques

Les actionnaires personnes physiques qui ont opté, pour le bénéfice d'une exonération d'impôt sur le revenu et qui souhaitent bénéficier de ce régime doivent réinvestir, selon des modalités plus amplement développées à l'article 21.3.3 du Document de base portant visa n° I.06-163 du 18 octobre 2006 et à l'article 4.10.2 de la Note d'opération portant visa n°06-412 du 17 novembre 2006.

Ce réinvestissement prend la forme :

- soit d'une souscription d'actions de la SCR : l'actionnaire demande l'inscription immédiate de ses dividendes sur un compte bloqué dans l'attente de la prochaine augmentation de capital,

- 
- soit d'un achat d'actions de la SCR qu'il doit réaliser et justifier auprès de la SCR sans délai,
 - soit d'un dépôt sur un compte ouvert dans les écritures de la société au nom de l'actionnaire (compte courant).

Les actionnaires qui ne sont pas placés sous ce régime de faveur sont imposés sur les dividendes versés :

- au taux applicable aux plus-values sur titres réalisées par des personnes physiques, pour la quote-part de dividendes issue de plus-values réalisées par la SCR sur les titres de la nature de ceux retenus dans le quota de 50% de la SCR ;
- selon les régimes applicables aux revenus de capitaux mobiliers, s'agissant de la quote-part des dividendes prélevés sur les produits et les autres plus-values réalisées par la SCR.

S'agissant de la distribution envisagée les actionnaires personnes physiques seront imposés au taux fixe de 29% sur leurs dividendes de la SCR, les bénéfices distribués prenant leur source dans une plus-value sur titres réalisée par la SCR.

S'agissant des autres actionnaires :

Ces dividendes étant prélevés sur des plus-values provenant de la cession de titres qui ont été détenus moins de deux ans, ils sont soumis :

- à l'impôt sur les sociétés au taux plein, pour les actionnaires soumis à cet impôt ;
- à l'impôt sur le revenu, selon les régimes applicables aux revenus de capitaux mobiliers, pour les personnes physiques ayant inscrit leurs actions au bilan de leur entreprise taxée dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux, bénéfices agricoles.

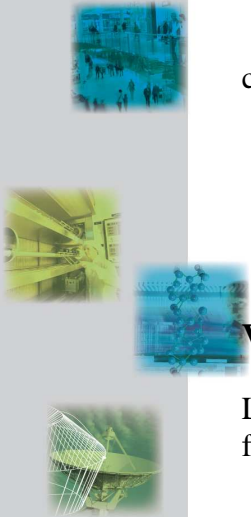
IV. ATTRIBUTION DE JETONS DE PRESENCE AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance prend acte de ce qu'il sera proposé à l'Assemblée Générale l'attribution d'une somme de 65 000 Euros à titre de jetons de présence aux membres du Conseil de Surveillance. Il a été distribué au titre du premier exercice clos au 31 décembre 2007, une enveloppe de jetons de présence de 65 000 Euros.

V. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous informons qu'il existe trois conventions relevant de l'article L.226-10 du Code de Commerce, à savoir :

- a. Le contrat de conseil entre la Société et TCP Gérance I et ses avenants ;
- b. Le contrat de co-investissement entre la Société et TCP Gérance I et ses avenants ;

- 
- c. Le contrat de « Cession des Participations » avec Turenne Capital Partenaires et ses avenants.

VI. ORGANES SOCIAUX ET CONTROLE DE LA SOCIETE

La liste des mandats et fonctions exercés par les membres du Conseil de Surveillance figure en Annexe 2 du rapport de la gérance.

VII. LIQUIDITE DU TITRE

Un premier contrat de liquidité et d'animation de cours a été confié à Oddo & Cie depuis le premier jour de cotation au 1^{er} décembre 2007, afin d'assurer la liquidité des actions et la régularité des cotations du titre.

Depuis le 1er décembre 2007, ce contrat de liquidité est confié à Invest Securites qui assure les mêmes prestations.

Invest Securites assure par ailleurs la couverture et l'analyse financière de Turenne Investissement. Une étude a été publiée en décembre 2007. Une mise à jour est prévue pour le courant du 1er trimestre 2008.

VIII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le Conseil de Surveillance de Turenne Investissement est composé de cinq membres dont trois indépendants.

L'ensemble des membres détenait directement ou indirectement 8 265 actions de la Société au 31 décembre 2007.

Nous tenons à vous informer des mesures prises pour que le Conseil de Surveillance puisse assurer totalement son rôle.

1. Comité d'audit

Le Conseil de Surveillance a créé un Comité d'Audit constitué de deux membres qui sont actuellement Monsieur Yves Turquin, Président et Monsieur Pierre-Rey Jouvin.

Au cours de l'année 2007, le comité s'est réuni trois fois pour exercer son contrôle sur les comptes de la Société et étudier les procédures de contrôle interne mises en place par la gérance.

Dans le cadre de ses travaux le Comité d'Audit a auditionné le Gérant de la Société préalablement à chaque publication de l'ANR,

Pour 2008 le Comité d'Audit prévoit de se réunir chaque trimestre, avant l'arrêté des situations périodiques.



2. Autres comités

La Société n'ayant pas de personnel salarié, le Conseil de Surveillance n'a pas eu à créer de Comité des Rémunérations ni aucun autre comité.

3. Evaluation

Le Conseil a examiné les critères d'indépendance de ses membres.

Le Conseil de Surveillance s'est réuni sept fois au cours de l'exercice 2007. Le taux de présence a été de 100 %. Il a été examiné les rapports de la gérance sur les informations concernant les valorisations des sociétés du portefeuille, et les arrêtés trimestriels et semestriels.

Il a donc pu travailler et statuer en connaissance de cause sur les comptes et la communication financière.

IX. RENOUELEMENT DES DIFFERENTES AUTORISATIONS FINANCIERES DONNEES A VOTRE GERANCE

Il vous est proposé de renouveler les autorisations financières suivantes données à la gérance en 2006 :

1° - Emission d'actions ordinaires et de toutes valeurs mobilières, donnant accès au capital de la Société à l'exception des obligations, avec droit préférentiel de souscription :

La résolution soumise à votre approbation est similaire à la troisième résolution approuvée par votre assemblée du 9 octobre 2006. Elle consiste à autoriser l'émission d'actions ordinaires et de toutes valeurs mobilières à l'exception des obligations donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société dans la limite de 125 M€.


Les émissions correspondant à cette délégation seront réalisées avec droit préférentiel de souscription.

2° - Emission d'actions ordinaires et de toutes valeurs mobilières, donnant accès au capital de la Société à l'exception des obligations, sans droit préférentiel de souscription :

La résolution vise l'émission des mêmes valeurs mobilières que dans la résolution précédente, dans la limite de 125 M€ pour les augmentations de capital en résultant, mais sans droit préférentiel de souscription pour les actionnaires.

3° - Possibilité d'augmenter le montant des émissions décidées en cas de demandes excédentaires :

La résolution, proposée en application des dispositions légales qui consacrent le mécanisme de la sur-allocation, a pour objet de permettre à la gérance conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, au cas où, à l'occasion d'une émission



décidée, les demandes des souscripteurs dépasseraient le nombre de titres offerts, de pouvoir, dans les trente jours suivants la clôture de la souscription, émettre, pour répondre à ces demandes, un nombre de titres complémentaires dans la limite de 15 % de l'émission initiale, le prix d'émission des titres restant inchangé ; il est ici précisé qu'en tout état de cause, le montant global de l'émission ne pourra pas dépasser les limites globales de 125 M€.

4° - Augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes et attribution gratuite d'actions :

La présente résolution reprend les dispositions de la quatrième résolution approuvée par votre assemblée du 9 octobre 2006, repris lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 octobre 2006, et a trait à l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes en vue de l'attribution gratuite aux actionnaires d'actions de la Société (ou de l'évaluation du montant nominal des actions existantes) dans la limite spécifique d'un montant de 125 M€.

5° - Augmentation de capital réservée aux salariés de la Société :

La présente résolution reprend les dispositions de la huitième résolution approuvée par votre assemblée du 9 octobre 2006, repris lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 octobre 2006, et a trait, en application des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 alinéa 1^{er}, L. 225-138-1 du Code de commerce et de l'article L.443-5 du Code du travail sur renvoi de l'article L.226-1 du même code, à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite spécifique d'un montant de 10 K€.

Le Conseil de Surveillance ne voit donc pas d'objection à ce que l'Assemblée donne quitus à la gérance de sa gestion pour l'exercice 2007.

Votre Conseil de Surveillance n'a pas d'observations particulières à formuler sur ces différents projets, ni sur le contenu du Rapport de la Gérance, ni sur le texte des résolutions proposées par cette dernière.